



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2015



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -74,53 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2015 s'élève à -74,53 Md€ contre -85,66 Md€ à fin septembre 2014 à périmètre constant.

Cette variation s'explique par la baisse des dépenses nettes du budget général à hauteur de

6,06 Md€, la hausse des recettes nettes de 7,53 Md€ et la dégradation du solde des comptes spéciaux à hauteur de 2,46 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 221,33 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,07 Md€ dont 2,43 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,63 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,34 Md€ dont 2,95 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Défense** : 2,67 Md€ essentiellement sur les programmes « Soutien de la politique de la Défense » (1,67 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (0,54 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2015 s'élèvent à 221,33 Md€ contre 227,39 Md€ à fin septembre 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'opérations financières (-2,42 Md€) et d'investissement (-1,01 Md€) suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014 dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir. Cet écart résulte également de la diminution des charges de la dette

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,14 Md€ dont 1,98 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,54 Md€ essentiellement sur les programmes « Police nationale » (0,79 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,69 Md€) ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,22 Md€ essentiellement sur le programme « Accès et retour à l'emploi ».

de l'Etat (-1,71 Md€), des dépenses d'intervention (-0,78 Md€) et des dépenses de fonctionnement (-0,74 Md€). La baisse des dépenses de fonctionnement fait suite notamment au versement en 2014 de la dernière tranche de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité en partie compensée par une augmentation des dépenses sur la mission « Défense ». Les dépenses de personnel augmentent de 0,61 Md€.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 172,52 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,51 Md€ ;

IS : 9,60 Md€ notamment dus à l'encaissement du 3^{ème} acompte au 15 septembre ;

IR : 9,60 Md€ notamment dus à l'encaissement du solde au 15 septembre ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,84 Md€ (-2,57 Md€ au titre de la DGF) ;

Recettes non fiscales : 2,71 Md€ (1,19 Md€ au titre des dividendes BDF et 0,81 Md€ au titre des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la CDC) ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,84 Md€ (droits de mutations à titre gratuit par décès notamment) ;

ISF : 1,15 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 212,96 Md€

Elles s'élevaient à 211,70 Md€ à périmètre constant à fin septembre 2014, soit une hausse de 1,27 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+2,34 Md€), d'IR (+0,92 Md€), des autres impôts directs et taxes assimilées pour 0,91 Md€ et des droits

d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,74 Md€. Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des recettes d'IS (-5,06 Md€) suite au dynamisme du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE).

Recettes non fiscales : 9,81 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2015 s'élèvent à 9,81 Md€ contre 8,09 Md€ à fin septembre 2014 à périmètre constant. La hausse s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite

pour +1,59 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -53,95 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -53,95 Md€ à fin septembre 2015 contre -57,01 Md€ à fin septembre 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport

à 2014, des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,43 Md€ (dont 2,32 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -25,72 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat** » enregistre des recettes pour 0,18 Md€ (cf focus page 4).

Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des dépenses pour 0,31 Md€ et des recettes pour 0,15Md€.

Au 30 septembre 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -25,72 Md€ contre -23,26 Md€ en septembre 2014. L'écart s'explique par la baisse du solde du CAS Participations financières de l'Etat (cessions de titres GDF SUEZ plus importantes en 2014) et du compte d'avances aux collectivités

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,89 Md€ et des recettes pour 11,10 Md € suite au deuxième acompte de CVAE au 15 septembre 2015.

territoriales pour respectivement -1,28 Md€ et -1,50 Md€, partiellement compensée par l'amélioration du solde du compte « Participation de la France au désendettement de la Grèce » pour 0,41 Md€.

Dette financière de l'Etat au 30 septembre: 1 595,41 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 126,29 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 49,20 Md€ et 15,38 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



☞ Mission Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat

La mission Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat a été créée par l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 2005. Elle vise à financer la modernisation du parc immobilier par le produit des cessions d'éléments de patrimoine immobilier de l'Etat, tout en contribuant au désendettement.

La mission comporte deux programmes : le programme 721 « Contribution au désendettement de l'Etat » et 723 « Contribution aux dépenses immobilières ».

Le programme 721 retrace la contribution au désendettement de l'Etat permise par les cessions d'actifs immobiliers de l'Etat. Celle-ci prend la forme d'un reversement au budget général, en recettes non fiscales, d'un pourcentage des produits de cession

réactualisé chaque année, conformément à l'article 61 de la loi de finances pour 2011.

Le programme 723 traite des dépenses immobilières d'investissement et de fonctionnement à la suite d'opérations réalisées par l'Etat.

Il comporte également les dépenses réalisées par des opérateurs de l'Etat sur des immeubles appartenant à celui-ci ou des immeubles inscrits à son bilan.

En recettes, le CAS Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat retrace le produit des cessions des biens immeubles de l'Etat, les versements du budget général et des fonds de concours.

Au 30 septembre 2015 les dépenses et les recettes cumulées du compte spécial s'élevaient respectivement à 233 millions € et 539 millions €.



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page
	Septembre	2015	2014 retraité 2014 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	15 117	-74 534	-85 657 -80 498	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 973	221 333	227 388 220 977	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	32 933	172 519	164 990 163 738	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	9 596	57 555	56 631 56 631	
- IS *	9 596	17 791	22 848 22 848	
- TVA	11 511	105 951	103 612 102 364	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 158	-25 720	-23 259 -23 259	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-541	96 539		18
Dette financière de l'Etat	17 068	1 595 410		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	9 644	91 321	90 712	90 700
Dépenses de fonctionnement	2 340	38 442	39 180	39 219
Charges de la dette de l'Etat	0	24 956	26 666	26 666
Dépenses d'investissement	424	7 645	8 658	8 657
Dépenses d'intervention	8 542	56 994	57 775	51 337
Dépenses d'opérations financières	23	988	3 409	3 409
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 973	221 333	227 388	220 977
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	34 177	212 964	211 698	210 442
Recettes non fiscales	2 714	9 814	8 094	8 092
Prélèvements sur recettes	-4 360	-53 948	-57 013	-57 008
Fonds de concours	402	3 688	2 212	2 212
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	32 933	172 519	164 990	163 738
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	37 293	226 467	222 003	220 746
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	11 959	-48 815	-62 398	-57 239
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	289	2 603	3 720	3 720
Solde des comptes de concours financiers	2 990	-28 815	-27 448	-27 448
Solde des comptes de commerce	-115	396	394	394
Solde des comptes d'opérations monétaires	-301	-1 772	-119	-119
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	3 158	-25 720	-23 259	-23 259
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	15 117	-74 534	-85 657	-80 498



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 644	91 321	90 712	90 700
Rémunérations d'activité	5 517	51 996	51 732	51 737
Cotisations et contributions sociales	4 086	38 744	38 403	38 386
Prestations sociales et allocations diverses	41	581	577	577
AUTRES TITRES	11 330	130 012	136 676	130 278
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 340	38 442	39 180	39 219
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 562	17 034	18 232	18 241
Subventions pour charges de service public	778	21 408	20 948	20 978
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	24 956	26 666	26 666
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	24 956	26 666	26 666
Titre 5 - Dépenses d'investissement	424	7 645	8 658	8 657
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	375	6 287	7 699	7 688
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	50	1 358	959	968
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 542	56 994	57 775	51 337
Transferts aux ménages	5 885	27 838	27 629	21 402
Transferts aux entreprises	209	6 465	8 095	7 939
Transferts aux collectivités territoriales	350	4 780	4 620	4 525
Transferts aux autres collectivités	2 093	17 898	17 418	17 464
Appels en garantie	4	13	13	7
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	23	988	3 409	3 409
Prêts et avances	2	39	6	6
Dotations en fonds propres	21	380	3 446	3 446
Dépenses de participations financières	0	569	-43	-43
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 973	221 333	227 388	220 977



Mois de septembre	Cumul à fin septembre 2015		Cumul à fin septembre 2014 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	280	278	2 551	2 336	1 961
Action de la France en Europe et dans le monde	196	202	1 533	1 485	1 109
Diplomatie culturelle et d'influence	13	54	662	575	570
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	21	275	268	282
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	50	1	81	9	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	226	210	2 063	1 992	1 882
Administration territoriale	137	142	1 287	1 258	1 247
Vie politique, culturelle et associative	42	7	211	175	160
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	46	61	564	559	475
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	355	129	2 117	1 865	2 364
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	244	18	992	784	1 249
Forêt	21	21	227	218	246
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	36	33	376	344	345
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	58	521	519	524
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	107	127	1 428	1 932	2 132
Aide économique et financière au développement	14	102	239	838	807
Solidarité à l'égard des pays en développement	93	25	1 189	1 094	1 325
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	5	39	2 054	2 035	2 185
Liens entre la Nation et son armée	1	2	20	19	27
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	30	1 944	1 941	2 082
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	8	90	75	76
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	43	47	456	461	453
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	26	29	260	267	263
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	157	154	150
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	189	211	1 962	1 859	1 809
Patrimoines	53	66	551	496	479
Création	59	61	593	585	576
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	84	818	778	755
DEFENSE	2 339	2 672	28 481	31 468	31 223
Environnement et prospective de la politique de défense	85	142	873	1 045	858
Préparation et emploi des forces	418	541	6 466	5 927	6 728
Soutien de la politique de la défense	1 581	1 669	16 244	16 335	15 727
Equipement des forces	256	320	4 897	8 161	6 291
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 618
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	67	67	824	790	774
Coordination du travail gouvernemental	30	27	354	347	341
Protection des droits et libertés	4	5	83	75	60
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	33	35	387	368	373
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	435	479	7 338	6 539	6 783
Infrastructures et services de transports	124	160	3 215	2 968	3 292
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	6	12	130	116	121
Météorologie	0	0	149	149	153
Paysages, eau et biodiversité	7	27	192	203	195
Information géographique et cartographique	12	0	82	70	71
Prévention des risques	13	9	126	120	145
Energie, climat et après-mines	2	2	390	381	415
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	271	269	3 054	2 533	2 612
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	-170
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	-50



Mois de septembre	Cumul à fin septembre 2015		Cumul à fin septembre 2014 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECONOMIE	82	97	1 095	1 027	1 148
Développement des entreprises et du tourisme	36	49	629	568	656
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	35	343	338	342
Stratégie économique et fiscale	13	13	124	121	120
Projets industriels (2)	0	0	0	0	60
Innovation (2)	0	0	0	0	-30
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	113	2 141	11 419	10 478	10 802
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	91	141	1 142	1 029	981
Aide à l'accès au logement	3	1 980	10 095	9 145	9 445
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	19	20	182	304	376
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1	34	26 693	25 220	30 263
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	24 956	24 956	26 666
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1	4	13	13	7
Epargne	0	30	338	250	328
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	1 386	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 112	5 066	49 887	49 668	48 587
Enseignement scolaire public du premier degré	1 626	1 625	14 814	14 811	14 463
Enseignement scolaire public du second degré	2 431	2 429	23 083	23 071	22 817
Vie de l'élève	351	317	3 836	3 723	3 324
Enseignement privé du premier et du second degrés	456	455	5 494	5 484	5 454
Soutien de la politique de l'éducation nationale	167	169	1 634	1 564	1 532
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	81	71	1 027	1 014	997
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	883	894	8 368	8 303	8 360
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	693	696	6 132	6 091	6 176
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	61	67	770	783	762
Facilitation et sécurisation des échanges	111	115	1 221	1 208	1 200
Entretien des bâtiments de l'Etat	11	11	91	90	90
Fonction publique	8	5	155	131	131
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	32	46	467	406	399
Immigration et asile	28	42	438	380	376
Intégration et accès à la nationalité française	3	4	28	25	23
JUSTICE	488	544	5 241	5 826	5 564
Justice judiciaire	223	217	2 163	2 327	2 263
Administration pénitentiaire	192	233	1 962	2 415	2 310
Protection judiciaire de la jeunesse	50	66	599	562	551
Accès au droit et à la justice	3	3	294	293	239
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	25	220	227	198
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	47	49	495	450	565
Presse	1	3	140	147	156
Livre et industries culturelles	1	1	231	180	178
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	45	44	123	123	204
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	27



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2015		Cumul à fin septembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	71	67	1 597	1 489	1 513
Emploi outre-mer	17	22	1 244	1 037	1 039
Conditions de vie outre-mer	54	45	353	452	474
POLITIQUE DES TERRITOIRES	12	30	473	527	538
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	17	50	163	172
Interventions territoriales de l'Etat	0	4	2	18	24
Politique de la ville (4)	-3	10	420	345	342
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	822	410	24 281	20 405	23 263
Formations supérieures et recherche universitaire	52	66	12 302	10 602	10 599
Vie étudiante	4	126	2 255	1 816	1 739
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	517	109	6 178	4 762	4 616
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 279	1 151	1 208
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 150
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	7	4	1 046	1 107	939
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	211	31	763	546	653
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	89	89	61
Recherche culturelle et culture scientifique	0	54	107	84	55
Enseignement supérieur et recherche agricoles	29	20	263	249	243
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	906	1 062	6 048	5 859	5 903
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	794	851	3 779	3 773	3 919
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	640	619
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	112	140	1 487	1 446	1 365
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	80	119	2 346	2 132	2 250
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	69	104	2 122	1 898	1 847
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	11	15	225	234	403
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 220	8 222	77 590	77 579	72 150
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 215	5 217	71 585	71 575	66 082
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	3 005	3 005	6 005	6 005	6 068
SANTE	5	16	1 088	895	876
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	6	459	381	413
Protection maladie	0	9	630	514	463
SECURITES	1 443	1 537	13 969	13 482	13 266
Police nationale	767	788	7 233	7 133	6 940
Gendarmerie nationale	645	692	6 188	6 020	5 985
Sécurité et éducation routières	7	3	25	18	79
Sécurité civile	25	54	522	310	262



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2015		Cumul à fin septembre 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	94	3 341	14 266	13 310	12 799
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	19	323	2 373	1 988	1 529
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	4	2 945	10 625	10 165	10 128
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	17	15	18
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	69	70	1 251	1 143	1 123
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	129	48	495	390	366
Sport	5	21	214	216	207
Jeunesse et vie associative	124	27	281	174	159
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	332	1 215	10 522	9 203	8 370
Accès et retour à l'emploi	249	1 129	7 225	6 693	5 506
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	27	26	2 615	1 914	2 288
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	131	58	41
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	59	550	538	535
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	22 918	29 195	306 602	298 913	299 538
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	14 698	20 973	229 012	221 333	227 388

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	10 267	63 289	62 181	62 181
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 631	2 919	2 802	2 794
Impôt sur les sociétés (C)	10 721	41 743	42 456	42 456
Impôt sur les sociétés	10 510	40 870	41 576	41 576
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	212	873	879	879
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 923	12 815	11 902	11 902
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	65	612	501	501
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	66	3 465	3 122	3 122
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	13	61	62	62
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	1 150	4 888	4 684	4 684
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	127	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	14	111	111
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	14	14
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	21	23	23
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	58	59	59
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	188	5	5
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	32	67	67
Recettes diverses	612	3 289	3 138	3 138
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 319	9 853	9 673	9 673
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 698	144 375	141 026	139 778
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 839	15 549	13 808	13 808
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	302	269	269
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	108	109	109
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	99	1 160	1 014	1 014



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès	928	7 546	6 406	6 406
Contribution de sécurité immobilière	46	426	416	416
Autres conventions et actes civils	30	332	383	383
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	26	286	269	269
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	12	98	91	91
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	18	169	137	137
Timbre unique	24	125	158	158
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	167	628	247	247
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	34	28	28
Taxe générale sur les activités polluantes	6	126	169	169
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	22	22	22
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	11	126	127	127
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	4	4
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	37	36	36
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	39	37	37
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	26	26
Taxe de l'aviation civile	7	53	103	103
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	29	29	29
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	143	1 493	1 446	1 446
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	77	527	525	525
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	47	329	331	331
Prélèvement sur les paris sportifs	23	151	123	123
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	43	43	43
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	112	682	563	563
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Autres taxes	8	63	99	99
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	42 399	290 544	283 848	282 592
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	34 177	212 964	211 698	210 442



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 374	3 626	3 318	3 318
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 194	1 301	576	576
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	172	282	120	120
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	8	2 043	2 622	2 622
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	104	1 123	1 436	1 434
Revenus du domaine public non militaire	14	160	169	169
Autres revenus du domaine public	4	82	194	194
Revenus du domaine privé	4	37	33	33
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	82	199	199
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	83	724	806	804
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	29	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	9	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	153	779	741	741
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	50	324	295	295
Autres frais d'assiette et de recouvrement	57	394	372	372
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	45	49	56	56
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	5	12	12
Autres recettes diverses	1	7	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	88	324	256	256
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	72	154	100	100
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	5	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	12	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	33	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	10	95	99	99
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	8	8
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	16	11	11



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	82	2 067	474	474
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	21	1 467	97	97
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	94	45	45
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	4	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	58	486	308	308
Frais de poursuite	1	7	9	9
Frais de justice et d'instance	1	7	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	913	1 896	1 868	1 868
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	805	805	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	20	268	88	88
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	148	132	132
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	4	4
Récupération d'indus	4	21	39	39
Recouvrements après admission en non-valeur	12	96	124	124
Divers versements de l'Union européenne	0	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	17	15	15
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	13	16	16
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	23	193	184	184
Produits divers	11	103	143	143
Autres produits divers	13	139	260	260
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 714	9 814	8 094	8 092



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 842	-38 302	-40 736	-40 731
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 574	-28 914	-31 237	-31 231
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-9	-11	-11
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-11	-72	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-608	-3 088	-3 207	-3 207
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-137	-1 631	-1 559	-1 559
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-35	-39	-39
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-37	-296	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-119	-645	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-3	-2	-2
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-2 692	-2 492	-2 492
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-41	-563	-642	-642
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-150	-150
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-12	-168	-251	-251
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-2	-2
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-62	-62	-62
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-15	-55	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-518	-15 646	-16 277	-16 277
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 360	-53 948	-57 013	-57 008
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	382	3 475	2 043	2 043
Fonds de concours - coopération internationale	21	213	169	169
TOTAL FONDS DE CONCOURS	402	3 688	2 212	2 212

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 652	4 941	46 343	47 075	48 946	50 795	2 603	3 720
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	18	160	145	235	258	75	113
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	34	79	697	734	1 062	1 068	366	334
Développement agricole et rural	12	4	70	100	129	110	58	10
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	49	31	267	203	281	282	14	79
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	1 401	206	1 494	682	93	476
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	22	181	233	199	539	405	306	206
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	16	4	17
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	1	0	1 661	3 672	1 695	4 986	34	1 314
Pensions	4 534	4 537	41 639	41 292	42 893	42 569	1 253	1 277
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	90	218	24	309	19	91	-5
Comptes de concours financiers	8 374	11 364	75 696	82 664	46 881	55 215	-28 815	-27 448
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5	25	35	115	90	43	55	-72
Avances à l'audiovisuel public	306	147	2 750	2 663	1 635	1 371	-1 115	-1 292
Avances aux collectivités territoriales	7 893	11 097	72 173	70 118	44 697	44 144	-27 476	-25 974
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	9 297	0	9 314	0	17
Prêts à des Etats étrangers	140	93	624	359	408	328	-215	-31
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	30	2	114	110	51	15	-63	-95
Comptes de commerce	297	182	28 637	30 702	29 034	31 096	396	394
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	55	24	427	507	585	611	158	104
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	115	117	113	116	-2	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 195	1 413	1 195	1 413	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	118	15	420	374	460	479	40	105
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	101	118	26 431	28 247	26 608	28 413	177	166
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	3	0	4	2	1	0	-3	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	5	30	28	52	51	22	23
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	4	15	13	19	14	4	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	1	0	0	0	-1
Comptes d'opérations monétaires	888	588	4 340	2 005	2 569	1 886	-1 772	-119
Emission des monnaies métalliques	15	9	109	109	200	187	91	78
Opérations avec le Fonds Monétaire International	873	578	4 216	1 890	2 348	1 696	-1 868	-194
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	7	21	4	5	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 212	17 074	155 017	162 446	127 429	138 993	-27 587	-23 453
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	13 338	16 496	150 801	160 556	125 081	137 297	-25 720	-23 259

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	250	852
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	71	289
	Total organismes à caractère financier	833	321	1 154
	CEPL			
	Régions	926	-37	889
	Départements	4 624	-1 344	3 280
	Communes	18 472	895	19 368
	HLM	360	50	410
	Autres CEPL	19 448	706	20 154
	Total CEPL	43 831	269	44 100
	Hôpitaux	4 287	-81	4 205
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 397	12 356
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	422	4 291
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	1 309	3 969
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	162	925
	Total établissements publics nationaux	17 251	4 291	21 541
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-1 383	9 406
Communautés européennes	1 906	-281	1 625	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	9	56	
GIP	577	103	681	
EPL	1 931	650	2 581	
Autres correspondants	12 163	-1 003	11 160	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	-278	14 478	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	2 858	96 509	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-323	30
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-363	30
Total Passif (A)		94 045	2 494	96 540
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	2 495	96 539



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	61 713	1 589 275
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	77 090	1 429 367
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	126 288	1 322 831
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	124 949	1 144 497
- <i>taux variable</i>	157 169	2 994	160 163
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-49 198	106 536
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-45 485	97 953
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 711	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-15 377	159 908
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-15 377	159 908
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	1 378	6 135
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	63 090	1 595 410



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.